



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 25**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7**

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

**M\_DL240930\_130**

## **VIE SOCIALE DES TERRITOIRES - CSJM - MISE A DISPOSITION ET PARTENARIAT AVEC LES ASSOCIATIONS - CONVENTION 2024-2025 - ADOPTION - SIGNATURE - AUTORISATION**

**Monsieur Jérôme DUBOST, Maire.** Dans le cadre de son projet social 2022-2024, le centre social Jean Moulin travaille en partenariat et en appui de certaines associations.

Les 5 axes du projet sont concernés :

Axe 1 : Consolider la position de structure de proximité d'animation sociale du territoire

Axe 2 : Prévenir et agir sur les situations de fragilités sur le territoire

Axe 3 : Consolider l'équipement de proximité comme structure ressources

Axe 4 : Favoriser l'implication des jeunes dans la vie sociale locale

Axe 5 : Soutenir et valoriser les parents dans leur rôle éducatif " Projet animation collectif famille (A.C.F)"

Chaque année des créneaux d'occupations de salles sont proposés et des actions collaboratives sont mises en place.

Cette structure est un bien municipal dont le projet est agréé par la Caisse d'Allocation Familiale de Seine Maritime. Ses salles peuvent être dans ce cadre mises à disposition des associations afin qu'elles puissent mettre en place leurs activités sur le territoire.

Ces mises à disposition sont régies par les principes de l'occupation du domaine public et sont également soumises au respect du règlement intérieur de la structure.

Dans ce cadre, il est établi annuellement avec chaque association, une convention d'occupation du domaine public. Cette convention est convenue pour une durée d'un an et à titre gracieux conformément à la dérogation prévue à l'article L 2125-1-2 du code général de propriété des personnes publiques pour les associations régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. L'adhésion annuelle au centre social municipal pour les associations est de 16,40€.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29,

**VU** le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1-2,

**VU** le Contrat de projet validé par le Conseil Municipal du 04-10-2021 et le Conseil d'Administration de la CAF de Seine Maritime du 23-09-2021 ;

### **CONSIDÉRANT**

Que le CG3P permet l'attribution d'autorisation d'occupation privative du domaine public à titre gratuit aux associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901) ;

Que le partenariat établi correspond au projet social 2022 – 2024 du Centre Social municipal ;

Que les associations suivantes contribuent à la vie associative locale de par leurs interventions au profit des Montivillons :

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- Montiv'AMAP
- Famili'Bulle
- La Cépée
- Les Chevaliers du Littoral
- Club Football de Table de Montivilliers
- Esat Belle Etoile – APF
- Le Jardin des Petits Loups

**Sa commission municipale n°7 Administration Générale réunie le 27 septembre 2024, consultée ;**

**VU le rapport de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire ;**

**Après en avoir délibéré,**

### **DÉCIDE**

- **D'autoriser** la mise à disposition à titre gratuit de biens du domaine public cités dans les conventions en annexe,
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition d'équipements municipaux au bénéfice des associations suivantes :

- Montiv'AMAP
- Famili'Bulle
- La Cépée
- Les Chevaliers du Littoral
- Club Football de Table de Montivilliers
- Esat Belle Etoile – APF
- Le Jardin des Petits Loups

### **Imputation budgétaire**

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction 42122

Nature et intitulé : 7066 Redevances et droits des services à caractère social

### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 30

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 2

Isabelle NOTHEAUX, Catherine OMONT

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 07/10/2024

Reçu en préfecture le 07/10/2024

Publié le 07/10/2024

**webdelib**

ID : 076-217604479-20241002-M\_DL240930\_130-DE

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*